

- 4° L'établissement d'un contrat de travail écrit et l'inscription des mentions obligatoires, prévues à l'article **L. 3123-6**, pour les contrats de travail à temps partiel ;
- 5° Les déclarations au titre de la médecine du travail et du régime des prestations du revenu de remplacement mentionnées à l'article **L. 5421-2**.

service-public.fr

> Chèque-emploi associatif (CEA) : Chèque emploi associatif (CEA)

Dictionnaire du Droit privé

> Temps de travail

Chapitre III : Titre Emploi-Service Entreprise.

L. 1273-3

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 66

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

Le recours au service " Titre Emploi-Service Entreprise " permet notamment à l'entreprise :

- 1° D'obtenir le calcul des rémunérations dues aux salariés en application du présent code et des stipulations des conventions collectives ainsi que de l'ensemble des cotisations et contributions créées par la loi et des cotisations et contributions conventionnelles rendues obligatoires par celle-ci ;
- 2° De souscrire, dans les conditions mentionnées à l'article **L. 133-5** du code de la sécurité sociale, les déclarations obligatoires relatives aux cotisations et contributions sociales qui doivent être adressées aux organismes gérant les régimes mentionnés au même code, à l'institution mentionnée à l'article **L. 5312-1** du présent code et, le cas échéant, aux caisses de congés payés mentionnées à l'article **L. 3141-32** du même code. Est nulle de plein droit toute demande de données ou d'informations déjà produites par une entreprise au titre des informations mentionnées au premier alinéa de l'article **L. 133-5-8** du code de la sécurité sociale, effectuée auprès de cette entreprise par les organismes auxquels sont reversés des cotisations et contributions sociales en application du 1° de l'article **L. 133-5-7** du même code.

L. 1273-5

LOI n°2016-1088 du 8 août 2016 - art. 8 (V)

[Legif.](#) [Plan](#) [Jp.C.Cass.](#) [Jp.Appel](#) [Jp.Admin.](#) [Juricaf](#)

L'employeur qui utilise le " Titre Emploi-Service Entreprise " est réputé satisfaire, par la remise au salarié et l'envoi à l'organisme habilité des éléments du titre emploi qui leur sont respectivement destinés, aux formalités suivantes :

- 1° Les règles d'établissement du contrat de travail, dans les conditions prévues par l'article **L. 1221-1** ;
- 2° La déclaration préalable à l'embauche prévue par l'article **L. 1221-10** ;
- 3° La délivrance d'un certificat de travail prévue à l'article **L. 1234-19** ;
- 4° L'établissement d'un contrat de travail écrit, l'inscription des mentions obligatoires et la transmission du contrat au salarié, prévus aux articles **L. 1242-12** et **L. 1242-13** pour les contrats de travail à durée déterminée ;
- 5° L'établissement d'un contrat de travail écrit et l'inscription des mentions obligatoires, prévus à l'article **L. 3123-6**, pour les contrats de travail à temps partiel.

[Dictionnaire du Droit privé](#)